

La voix de l'opposition de gauche

En finir avec la monarchie au Maroc, avec le bonapartisme en France.

Au fur et à mesure que la classe et les masses en Afrique du Nord jusqu'au pays de la Corne de l'Afrique se saisissent de l'expérience des soulèvements révolutionnaires en Tunisie et en Egypte, leurs revendications politiques se précisent et se radicalisent, en n'exigeant plus seulement le départ immédiat du despote en place, des réformes démocratiques, autrement dit un changement de régime qui ressemblerait à un replâtrage des institutions en place depuis la décolonisation, elles vont jusqu'à exiger la fin des monarchies à Bahreïn ou au Maroc.

En France, on exige la fin des institutions bonapartistes qui n'ont rien à envier à une monarchie, constitutionnelle ou pas, donc la fin d'un système politique dans lequel un seul homme concentre le pouvoir, tel un monarque, le Président de la République et sa cour, le chef des armées qui a le droit de vie ou de mort sur ces sujets maintenus en esclavage.

D'ailleurs, Zapatero qui se sent parfaitement à l'aise dans les institutions espagnoles héritées du franquisme, la monarchie constitutionnelle qui fait figure de démocratie, a senti le vent venir et s'est empressé de déclarer dans une interview à Reuters "*Nous voulons la démocratie. Nous voulons des réformes. Nous ne voulons pas de violence. Nous la condamnons*", et d'ajouté à propos du Maroc "*c'est une situation différente avec un plus grand potentiel de stabilité et de progrès graduels*", autrement dit, non à une révolution sociale qui remettrait en cause l'ordre établi reposant sur la propriété privée des moyens de production, pas plus au Maroc qu'en Espagne, ainsi ce zélé serviteur du capital confirme son attachement indéfectibles aux institutions en vigueur dans son pays, que les travailleurs doivent abattre pour avancer sur la voie de leur émancipation, et il dit oui à des réformes dans le cadre institutionnel actuel qui permettrait à la classe des capitalistes de conserver l'essentiel, Zapatero comme tous les dirigeants de l'Internationale socialiste se posant en garant de la survie du capitalisme, leur véritable raison d'être et objectif.

Exiger la fin de ces anachronismes que constituent la monarchie et le bonapartisme au XXI^e siècle, prendre son destin en mains et se donner les moyens politiques pour satisfaire nos besoins sociaux : même combat !

Pour le moment, le lien entre les deux n'a pas encore été fait par les prolétariats qui vivent sous le joug de dictatures démocratiques du capital (en France notamment), tous ces pays en apparence démocratiques mais où la liberté d'expression bénéficient en priorité à l'« *opposition* » subordonnée au système capitalisme et aux institutions politiques mises en place pour assurer la stabilité du régime.

Nuls mots d'ordre en France appelant à imiter les travailleurs tunisiens, égyptiens, etc. sauf chez les gauchistes sous forme d'abstraction, pas d'agitation politique sur ce thème, pas touche aux institutions, pas touche à la Constitution, il y en a même qui le revendiquent ! signifie leur silence qui tranche avec leur prétention affichée timidement à rompre avec les institutions de la Ve République. Un double langage que l'on ne peut décoder ou percevoir qu'en tenant compte des non-dits révélateurs à plus d'un titre de leurs réelles intentions ou une erreur politique estimeront certains naïvement. Quand un penchant trouve confirmation dans une multitude de faits et se transforme ainsi petit à petit en tendance avérée avant de se matérialiser directement dans la réalité, dès lors le doute n'est plus permis sur l'interprétation que l'on doit en faire, à moins évidemment de tourner le dos à la réalité.

Tout le monde se presse pour participer aux prochaines élections cantonales, présidentielles et législatives organisées dans le cadre de la Ve République depuis plus d'un demi-siècle, ils sont tous sans exception dans les starting-blocks, s'en étonner est déjà un crime, s'y opposer et vous voilà gauchiste ou pire encore, dans ce cas-là nous le revendiquons !

L'impérialisme américain a inventé le terroriste à jeter en pâture à la vindicte populaire pour défendre sa conception de la démocratie qui confine en réalité à la dictature, de leur côté les dirigeants des partis ouvriers désignent comme gauchiste ou ennemi de la classe ouvrière à l'adresse de leurs militants, quiconque ose remettre en cause leur ligne politique, là en l'occurrence appeler au boycott des institutions de la Ve République, donc d'élections qui ont pour seule vocation de nos jours de légitimer le régime en place, ce qui se comprend parfaitement puisque le capitalisme serait l'horizon indépassable. Ne leur dites

surtout pas que leur participation à ces élections s'inscrit en totale contradiction avec les soulèvements révolutionnaires en cours, ils sont incapables de se livrer à cette analyse... Tout est ainsi dans l'ordre des choses, la pensée unique des deux côtés de la barricade ne fait plus qu'une ou n'est plus que les deux côtés de la même pièce, l'ordre peut régner en paix... provisoirement seulement.

Les travailleurs tunisiens ou égyptiens sont beaucoup plus radicaux dans leurs revendications sociales et politiques que les travailleurs français, quand ils exigent la dissolution du parti de l'ordre, l'arrestation des propriétaires les plus riches du pays, la saisie de tous leurs biens ou encore quand ils chassent de leurs postes les hauts fonctionnaires ou les directeurs des grandes entreprises privées ou publiques qui incarnent l'ancien régime (toujours en place) ou l'exploitation forcée, quand ils exigent des nationalisations. Paradoxe ou contradiction ?

En France tout a été entrepris par les uns et les autres depuis l'après-guerre pour maintenir les travailleurs le plus éloignés possible du socialisme, pour en donner une image dévoyée ou détestable, du stalinisme à la secte en passant par le réformisme et le gauchisme. Sans idéal, sans espoir de vivre un jour dans une société meilleure, sans objectif politique sans cesse relié à leurs revendications sociales, comment pourrait-il en être autrement ? Le mouvement ouvrier paie aujourd'hui le prix de 70 ans d'errance politique ou d'opportunisme, d'aventurisme, de compromis successifs - toujours justifiés cela va s'en dire, en capitulations honteuses, pour rester modéré dans mes propos.

Certains, et ils sont nombreux, prétendent que ce serait absolument faux, c'est parfaitement leur droit, parce qu'ils suffiraient qu'un ou des partis combattent pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, exclusivement sur ce terrain précisons, et d'indiquer en toute dernière ligne d'un tract ou de mentionner en quelques mots dans un article qu'il faudrait en finir avec les institutions pour élever leur niveau de conscience politique, c'est se leurrer, qui peut croire un instant une telle fable, la preuve, les faits rien que les faits camarades, le verdict est cruel, cinglant et sans appel pour nos détracteurs, si tel était vraiment le cas nous n'en serions pas là aujourd'hui, vous ne trouvez pas ?

Allons plus loin et coupons-leur l'herbe sous le pied avant qu'ils ne réagissent, les masses se soulèvent actuellement sans le soutien d'aucun parti révolutionnaire, elles sont plus révolutionnaires que nos propres partis en France, mais malheureusement pour elles, sans le parti pour les éclairer, les organiser et leur montrer la voie à suivre pour s'emparer du pouvoir, elles n'ont aucune chance d'y parvenir.

Qu'on se souvienne du déroulement du processus révolutionnaire en Tunisie, dès les premiers jours à Kasserine les manifestants n'ont pas seulement exigé la chute de Ben Ali, ils ont mis en avant des mots d'ordre et un programme révolutionnaire, qui sans être encore socialiste, démontrait qu'ils avaient conscience à la fois de ce qu'ils ne voulaient plus et de ce qu'ils voulaient, de manière plus ou moins confuse, je vous l'accorde, c'était normal au regard des conditions dans lesquelles ils ont entamé leur révolution.

Maintenant, imaginez un instant que pendant des décennies la propagande d'un parti les aurait formés ou familiarisés même inconsciemment aux idées du socialisme, que ce parti se serait employé minutieusement, sans relâche, en affichant toujours la même détermination, à saper les bases du régime, comme s'y était employé le parti bolchevik en Russie entre 1905 et 1917 dans la perspective de l'abattre lorsque les conditions seraient enfin réunies, les masses étant les seuls à pouvoir décider quand sonnera la fin du régime, vous ne pensez pas qu'il aurait été possible de construire le parti, que les conditions objectives étaient suffisamment mûres pour y parvenir, d'armer politiquement le prolétariat afin de lui permettre d'avancer sur la voie qui mène à la conquête du pouvoir une fois engagé dans sa révolution ?

Quand on lit les articles de presse qui traitent de la situation économique ou sociale en France, de la presse aux ordres, quasiment tous les internautes qui interviennent, y compris ceux favorables au régime en place, à l'exception toutefois de ceux qui s'en remettent au FN, ils se rendent compte de l'impasse dans laquelle se trouve le système capitaliste, ils se posent de nombreuses questions mais ils sont totalement incapables d'y répondre, et les soulèvements révolutionnaires actuels leur compliquent encore la tâche, car comment concilier en France la satisfaction des revendications sociales dont ils ont parfaitement conscience de l'urgence, avec le déficit public, la dette de l'Etat, la perte de parts de marché du capitalisme français, sans s'attirer les foudres des agences de notation, de l'UE, du FMI, etc., comment garantir la stabilité sociale tout en conservant le régime tel qu'il existe, dans le cadre des institutions de la Ve République et de l'Union européenne, bref, la quadrature du cercle impossible à réaliser.

Ils se cassent les dents dessus, parce qu'ils ne peuvent pas concevoir une société, dont tous les rapports ne reposeraient plus sur la propriété privée des moyens de production, et dont ses institutions politiques ne serviraient plus les intérêts du capital, mais serviraient au contraire à satisfaire les besoins de la majorité de la population, ils sont incapables de se situer sur ce terrain-là, parce qu'ils sont gangrenés par l'idéologie dominante.

Il en va ainsi de tous les discours sur la démocratie qui ne partent pas de la remise en cause des fondements du capitalisme, dès lors la remise en cause des institutions ne s'impose pas ou ne leur vient pas à l'esprit. Or, vous me corrigerez si je me trompe, en France l'immense majorité des travailleurs ne remet pas en cause les fondements du capitalisme, pas davantage les institutions, pourquoi le devrait-il puisqu'ils en espèrent toujours quelque chose ? Ne les a-t-on pas habitués à penser de la sorte, à penser l'amélioration de leur condition dans le cadre du régime existant, au lieu de subordonner leur espoir d'une vie meilleure et leur combat à la perspective du socialisme ?

Qu'est-ce qui interdit de se placer strictement sur le terrain des besoins de la classe ouvrière, sinon la subordination au capitalisme et aux institutions politiques qui en assurent le fonctionnement et la survie ? Ce n'est pas une révolution populaire qui viendra à bout du capitalisme et des régimes en place, il faut une révolution qui ait conscience à la fois que les revendications sociales des travailleurs ne pourront pas être satisfaites sans remettre en cause les fondements du capitalisme, sans expropriation des capitalistes (sans indemnité ni rachat), sans rompre résolument avec le capitalisme, et que pour y parvenir à l'échelle du pays et non entreprise par entreprise ce qui est irréalisable, il faut abattre l'Etat et ses institutions dans lesquelles les capitalistes qui ont été créés spécialement pour représenter leurs intérêts de classe et dans lesquelles ils sont organisés, institutions qui servent de caution légale ou juridique à l'existence du capitalisme, et justifie le recours à la répression féroce contre tous ceux qui tenteraient de les remettre en cause.

Dites-moi un peu, dans quel journal d'un parti destiné aux travailleurs avez-vous lu un jour cette argumentation, en mieux rédigé ou mieux étayé si vous voulez ? Où, quand ? J'attends impatiemment vos réponses, avec preuves à l'appui. Nulle part en vérité, jamais, et vous le savez très bien.

Nous avons en face de nous une classe en crise mais disciplinée, divisée mais fortement organisée, qui sur le fond a conscience de ses intérêts, qui ne confond jamais son terrain de classe avec celui de la classe ouvrière, qui dispose de puissants partis et syndicats, de l'appareil de l'Etat pour mener son combat politique contre le socialisme, appareil de propagande relayé quotidiennement par les médias à ses ordres, les instituts de sondage qu'il contrôle, un appareil bureaucratique tentaculaire, un arsenal juridique et policier impressionnant, une armée dotée d'armes ultramodernes, des moyens matériels et financiers quasiment illimités, et pour finir de nombreux et fidèles valets à son service au sein du mouvement ouvrier sur lesquels il peut compter en toutes occasions.

Si toute révolution comporte une large part d'inconnu et d'improvisation, comme dans toutes choses comparables, il ne faut pas perdre de vue qu'il y a toujours une limite à ne pas franchir sous peine de courir à la catastrophe et de prendre le risque d'être défait. Ce serait criminel de ne pas l'avoir à l'esprit lorsque l'on sait par ailleurs, que lors d'une révolution toute hésitation peut s'avérer fatale, toute erreur se solder par un terrible bain de sang inutile. Or, en tant que militants marxistes révolutionnaires, nous n'avons pas le droit de faire courir un tel risque aux travailleurs, notre devoir est de les préparer politiquement à affronter cette situation sans rien leur cacher des difficultés et des obstacles qui se dresseront sur leur chemin et que nous devons renverser ensemble pour vaincre, des sacrifices qu'il faudra de toutes manières endurer pour prendre le pouvoir et le conserver, car le combat ne s'arrête pas le jour de la chute du régime, il ne fait que commencer réellement au contraire.

Le sort d'une révolution expliquaient Lénine et Trotsky dépend largement du degré de préparation politique des masses au moment de son déclenchement, il détermine jusqu'où elle pourra aller, quels objectifs elle pourra atteindre et si elle pourra se donner les moyens de vaincre au cours du développement du processus révolutionnaire. Lénine précisait que la révolution une fois enclenchée devait aller sans cesse de l'avant, qu'elle ne devait pas connaître de répit, bien qu'elle passe par différents stades, car dans le cas contraire elle fournirait une occasion rêvée à la réaction de se réarmer et de passer à l'offensive. Ce que l'on peut facilement observer quotidiennement en Tunisie et en Egypte ou dans d'autres pays en proie à des soulèvements révolutionnaires, lorsque les dictateurs en place s'inspirent des erreurs de leurs collègues tunisien et égyptien pour tenter de réunir leurs partisans ou corrompre certaines couches du prolétariat ou de la petite-bourgeoisie afin de les dresser contre ceux qui veulent les renverser.

Je pourrais encore apporter de l'eau au moulin de nos détracteurs, en rappelant que lors d'une révolution la conscience de classe du prolétariat mûrit plus rapidement en un jour qu'en dix ans avant la révolution. Mais là encore, attention à ne pas tomber dans l'illusion qui consisterait à croire que dès lors tout deviendrait possible d'un coup de baguette magique du jour au lendemain, plus d'un militant qui développeraient cette illusion risqueraient de ne jamais s'en remettre lorsque l'heure du bilan de ces soulèvements révolutionnaires aura sonné, ils seraient forcément terriblement déçus, or là non plus, on n'a pas le droit de raconter des histoires aux militants.

Notre stratégie politique est fort simple à comprendre, elle est à la portée de chaque travailleur ou jeune.

Vous voulez la retraite à 50 ans, un salaire ou une retraite minimum entre 1600 et 2000 euros net par mois, vous voulez avoir accès au soin sans rien avoir à déboursier, vous estimez que les études devraient être gratuites ou accessibles à tous, vous voulez que vos enfants suivent les études de leur choix, vous voulez travailler moins, entre 27 et 32 heures par semaines, vous estimez que travailler 4 jours par semaine serait largement suffisant, vous voulez être correctement logé, vous voulez vivre dans une société débarrassée de la violence quotidienne, bref vous aspirez au bien-être et à vivre en harmonie avec le reste du monde, etc, et bien sachez que toutes ces revendications sont incompatibles avec le maintien en place du capitalisme, dont justement l'évolution ou l'orientation s'inscrit dans une direction diamétralement opposée, il vous prépare un avenir encore pire que tout ce que vous pouvez imaginer aujourd'hui ou que vous avez connu dans le passé, sachez également que pour en finir avec ce système économique incompatible avec la satisfaction de vos besoins ou aspirations, il va vous falloir impérativement au préalable abolir les institutions politiques qui lui servent de couverture légale ou juridique et qui légitiment ou justifient son existence, d'où il tire son pouvoir si vous préférez, bien que cela ne soit pas tout à fait exact, pour y parvenir, il vous reviendra, au mieux au préalable, au pire au cours de ce combat, la tâche de créer des institutions ou organismes politiques, votre propre Etat sur la base de vos propres besoins, car c'est sur cette base qu'il faut réorganiser la production et tous les rapports dans la société, sachez enfin qu'il n'existe pas d'autre voie et qu'elle porte un nom : le socialisme, le véritable socialisme, pas celui dans lequel se sont drapés Staline, Mao ou Castro pour imposer leur dictature à la classe ouvrière, l'original, celui de Marx, Engels, Lénine et Trotsky.

Pour terminer, sachez que sans un parti ouvrier révolutionnaire pour porter et défendre cette politique avant, pendant et après la révolution, pour organiser les travailleurs, rassembler l'ensemble des exploités et les guider dans la bonne direction, les aider à définir les tâches et les objectifs politiques qu'ils doivent accomplir et se fixer, jamais vos revendications ne seront satisfaites, jamais une autre société et le socialisme ne verront le jour, et finalement ce sera la barbarie qui l'emportera. Si par acquis de conscience vous nous demandiez si cela est à prendre ou à laisser, nous vous répondrions franchement et sans hésitation : certainement, ni vous ni moi n'avons le choix, sauf à accepter de vivre dans une société et un monde de plus en plus pourris, à vous de voir si vous pouvez donner un sens à votre vie dans cette société ou si c'est en s'engageant dans le combat pour la changer que vous le trouverez enfin.

- Mais tout cela n'est-il pas utopique?

- Excellente question, vous m'avez précédé car je m'apprêtais à la poser à votre place. Hier encore, c'est ce que pensait chacun dans son coin chaque travailleur tunisien ou égyptien qui se voyait déjà condamné à passer leur vie entière sous une dictature, et puis voilà, envolés les dictateurs, en quelques semaines seulement. Ce qui est utopique en vérité, c'est de penser qu'il est impossible de changer la société et le monde, et il faut bien commencer par un bout, alors au boulot, on a du pain sur la planche, on n'a que trop tardé, vous ne trouvez pas ?

Encore une fois : vous ne pensez pas que des millions de travailleurs sont prêts à entendre ce genre de discours ? Ne serait-il pas digne de figurer dans un journal ouvrier ou sous forme de tract ou d'appel à une réunion, il aborde les vrais questions, il propose de vrais réponses, il permet la discussion sur des questions déterminantes qui sont d'actualité pour permettre à la conscience politique de la classe et des masses de progresser, il n'impose rien, il propose une stratégie politique. Je ne dis pas cela parce que j'en suis l'auteur, je m'en tape complètement, pas vous et c'est bien dommage, franchement, entre nous cela me ferait des vacances (bien méritées !) que de le lire sous une autre plume.